



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 13ème législature

### allocation aux adultes handicapés

Question écrite n° 85649

#### Texte de la question

M. Jacques Valax attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur l'augmentation de l'allocation aux adultes handicapés. Le Président de la République avait pris l'engagement en mai 2007 d'augmenter de 25 % en 5 ans le montant de l'AAH. Hors, dans la presse, le ministre du budget et des comptes publics vient d'annoncer sans aucune concertation avec les associations de personnes handicapées que cet effort serait repoussé d'une année supplémentaire. Il est inadmissible que l'Etat ne prenne pas en considération les personnes les plus vulnérables dans notre société. Il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement sur ce dossier.

#### Texte de la réponse

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique a pris connaissance avec intérêt de la question relative à la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Dans le cadre de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le Gouvernement a porté une attention particulière à la question des ressources des personnes handicapées afin de leur permettre de mener une vie autonome. Cependant, malgré les avancées significatives apportées par la loi, force est de constater que nombre de personnes handicapées sont confrontées aujourd'hui à d'importantes difficultés financières. C'est pourquoi le Président de la République s'est engagé, en 2008, à l'occasion de la conférence nationale sur le handicap, à revaloriser le montant de l'AAH de 25 % d'ici à la fin du quinquennat. C'est ainsi que l'AAH a déjà été revalorisée six fois depuis 2008. Son montant est, depuis le 1er septembre 2010, de 711,95 €, soit près de 15 % de plus par rapport à décembre 2007. Le Président de la République a récemment confirmé aux associations représentant les personnes handicapées que le calendrier annoncé serait respecté. Le cadencement du plan pluriannuel de revalorisation de l'AAH demeure donc réparti de la manière suivante :

| ÉCHÉANCES           | TAUX<br>DE REVALORISATION | AAH    | PROGRESSION DEPUIS 2007 |          |
|---------------------|---------------------------|--------|-------------------------|----------|
|                     |                           |        | En pourcentage          | En euros |
| Au 31 décembre 2007 |                           | 621,27 |                         |          |
| 1er janvier 2008    | 1,10 %                    | 628,10 | 1,1 %                   | 6,83     |
| 1er septembre 2008  | 3,90 %                    | 652,60 | 5,0 %                   | 31,33    |
| 1er avril 2009      | 2,20 %                    | 666,96 | 7,4 %                   | 45,69    |
| 1er septembre 2009  | 2,20 %                    | 681,63 | 9,7 %                   | 60,36    |
| 1er avril 2010      | 2,20 %                    | 696,63 | 12,1 %                  | 75,36    |

|                    |        |        |        |        |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|
| 1er septembre 2010 | 2,20 % | 711,95 | 14,6 % | 90,68  |
| 1er avril 2008     | 2,20 % | 727,61 | 17,1 % | 106,34 |
| 1er septembre 2011 | 2,20 % | 743,62 | 19,7 % | 122,35 |
| 1er avril 2012     | 2,20 % | 759,98 | 22,3 % | 138,71 |
| 1er septembre 2012 | 2,19 % | 776,59 | 25,0 % | 155,32 |

Dans le même esprit, dès janvier 2011, la nouvelle réglementation de l'AAH permettra aux allocataires qui peuvent exercer une activité professionnelle, même à temps très partiel, de cumuler dans des conditions plus favorables des revenus d'activité avec l'allocation, soit jusqu'à environ 132 % du salaire minimum interprofessionnel de croissance contre environ 110 % actuellement. En outre, plusieurs autres mesures favorables seront apportées au dispositif de calcul du montant de l'AAH afin de permettre de mieux tenir compte des changements de situation impactant le montant de l'allocation, notamment ceux touchant aux évolutions de la situation professionnelle de l'allocataire ou de son conjoint, concubin ou partenaire lié par un pacte civil de solidarité.

### Données clés

**Auteur :** [M. Jacques Valax](#)

**Circonscription :** Tarn (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 85649

**Rubrique :** Handicapés

**Ministère interrogé :** Santé et sports

**Ministère attributaire :** Travail, solidarité et fonction publique

### Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 3 août 2010, page 8478

**Réponse publiée le :** 23 novembre 2010, page 13040